Droit de l'usager

Véhicule alloué aux salariés : qui paye les PV ?

■ Par M^e Rémy Josseaume, avocat à la Cour et président de l'Automobile-Club des avocats

1 Dans un récent arrêt du 17 avril 2013 (pourvoi 11-27550), la Cour de cassation vient rappeler l'interdiction des sanctions pécuniaires infligées aux salariés et l'étend aux contraventions au Code de la route. Les juges de la Haute Juridiction ont ainsi suivi l'article L.1331-2 du Code du travail qui énonce en effet très clairement le principe au terme duquel « *les amendes ou autres sanctions pécuniaires sont interdites* ».

2 Cette règle légale est d'ordre public, ce qui signifie qu'elle ne peut pas être remise en cause, ni par l'employeur, ni même à la suite d'un accord entre employeur et employé par le contrat de travail ou encore un accord collectif. La violation de cette règle expose d'ailleurs son auteur à une amende pénale de 3 750 euros (art. L. 1334-1 du Code du travail). Ce principe s'oppose donc à ce que l'employeur exige et obtienne du salarié le remboursement des amendes payées par l'entreprise en cas d'infractions au Code de la route commises à l'aide d'un véhicule de la flotte de la société.

3 Le chef d'entreprise se trouve donc désormais confronté à deux options : soit dénoncer son salarié fautif s'il peut l'identifier, soit contester l'infraction sans dénoncer son auteur. Dans le premier cas, le dirigeant prend le risque de voir ses salariés perdre des points jusqu'à la validité même du permis.

Dans le second cas, le chef d'entreprise sera convoqué, *ès qualités*, devant le tribunal de police devant lequel la société verra sa responsabilité pécuniaire retenue. Toutefois, ni le chef d'entreprise ni le salarié ne subiront de perte de points.